



Comment les universités se préparent à la réforme du lycée

À Sorbonne Université, le choix des spécialités au lycée ne devrait pas conditionner entièrement l'entrée à l'université. Crédits photo: De Kiev.Victor Alors que les élèves de première viennent de faire leur rentrée dans un lycée nouvellement réformé, les universités entament un long travail pour adapter leurs méthodes de sélection à ce lycée «à la carte».

Lundi 16 septembre, les écoles nationales d'agronomie et de vétérinaires ont fait une série de recommandations destinées aux lycéens qui souhaiteraient s'engager dans ces deux voies après le bac. Le choix de la spécialité SVT ou biologie-écologie a par exemple été jugé «indispensable», et ceux des mathématiques et de la physique-chimie «vivement conseillés». En agissant ainsi, ce réseau d'écoles qui englobe AgroParisTech ou Bordeaux Sciences Agro met en lumière les grandes concertations qui ont lieu dans toutes les universités du pays pour articuler au mieux la réforme de l'université avec celle de ce nouveau lycée «à la carte».

» LIRE AUSSI - Parcoursup, sélection, tirage au sort: ce que change la loi Vidal

Car d'un côté, depuis la mise en place de la loi pour l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) en 2018, les universités sont en droit de classer les candidats dans chacune des filières, en utilisant des critères qui leur sont propres, les fameux «attendus». De l'autre, les lycéens en ont fini avec les filières S, ES et L et doivent désormais sélectionner trois matières de spécialité -parmi une liste de douze- en classe de première, pour n'en conserver que deux en terminale. Alors que les responsables d'universités avaient travaillé à mettre en place ces «attendus» en fonction des filières S, ES et L, voilà donc qu'ils doivent déjà tout remettre à plat pour définir de nouveaux critères d'admission avec cette question sur toutes les lèvres: quelles spécialités choisir au lycée pour une filière donnée à l'université?

Cohérence entre les réformes

Du côté de l'université de Clermont, le président Mathias Bernard explique avoir «enclenché les démarches pour trouver une cohérence entre les deux réformes de l'université et du lycée». Un travail entre l'université, les services académiques du rectorat, les professeurs principaux et proviseurs des lycées du bassin a donc commencé cette rentrée avec un double objectif: premièrement, envoyer un document fin 2019 aux lycéens avec des conseils pour «faire le choix de spécialité qui correspond le mieux à chaque filière». Deuxièmement, sur un plus long terme, «retravailler les matières de première année en fonction des programmes des nouvelles spécialités du lycée».

» LIRE AUSSI - Parcoursup: dans les universités qui ont pu sélectionner, le taux de réussite a augmenté

À l'université Paris Nanterre, Jean-François Balaudé, le président, explique avoir «commencé à réunir les responsables des lycées voisins pour discuter de la façon dont les liens entre lycée et université se mettent en place». Il confirme qu'il va «indiquer le plus précisément les bonnes spécialités à choisir pour avoir les meilleures chances de réussite dans chacune des filières», et se réjouit d'une réforme qui «encourage à travailler davantage avec le secondaire pour mieux comprendre ce qui est en amont et ce qui est en aval du baccalauréat».

Dans certains établissements, le choix de la combinaison de spécialités au lycée ne devrait toutefois pas être complètement rédhitoire. «On sera assez souples, confirme Marie-Céline Daniel, la vice-présidente responsable de la formation à Sorbonne Université. On ne va pas donner des instructions de type 'il faut prendre cette matière pour aller dans cette filière'. Au contraire, nous faisons tellement d'efforts pour avoir des formations pluridisciplinaires que nous accueillerons avec joie des élèves qui choisissent des combinaisons de matières a priori incompatibles.»

» LIRE AUSSI - Parcoursup: «un bilan global est très difficile», pour les présidents d'université

Et Matthias Bernard de confirmer: «Il faut veiller à la cohérence dans le choix des matières, mais ne pas enfermer les élèves dans des schémas types. Le lycéen de seconde ne sait pas tout, il faudra donc permettre des itinéraires bis ou des passerelles entre les licences. Le choix des spécialités ne sera pas forcément une condition nécessaire et suffisante pour chaque filière.»

Quoiqu'il arrive, si ce travail est en cours dans de nombreuses universités du pays, les élèves actuellement en classe de première resteront les cobayes de la réforme, puisqu'aucun conseil ne leur a été formulé l'an dernier, quand ils ont choisi leurs matières de spécialités. «Pour eux, le travail n'a pas pu être fait du fait de la rapidité avec laquelle les deux réformes ont été mises en place, conçoit Matthias Bernard. On sera donc extrêmement souples sur la partie «attendus» lorsqu'ils candidateront chez nous, en 2021. On ne va pas faire payer aux futurs étudiants la mise en place un peu rapide des réformes.»

«Si on va assez vite dans notre travail, on pourra donner des conseils pour savoir quelles matières de spécialité ils devraient conserver pour la classe de terminale afin de se donner les meilleures chances d'intégrer telle ou telle filière, poursuit Jean-François Balaudé. D'où l'intérêt de travailler au plus vite avec les proviseurs de la région.» Un travail qui est donc en cours un peu partout en France à l'heure actuelle.